

Manifeste pour concilier transition écologique et justice sociale

Le mois dernier, des mobilisations sans précédent émergeaient dans toutes les régions de France pour appeler à un sursaut pour le climat et la préservation de la vie sur Terre. Cette semaine, des actions de blocage de routes sont annoncées contre l'une des mesures incontournables de la lutte contre le changement climatique. Loin de la contradiction apparente, nous affirmons ici que transition écologique et justice sociale sont compatibles. Elles se renforcent même mutuellement.

Sortir de notre dépendance au pétrole, un impératif vital !

Représentant près des deux tiers de nos émissions de CO₂, le chauffage de nos foyers et notre consommation de carburants arrivent en tête des leviers sur lesquels agir. Les émissions de CO₂ sont reparties à la hausse en 2017 et les problèmes de santé liés aux pollutions ne cessent de s'aggraver. Selon un récent rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en 2016, plus des trois quarts des enfants en France ont respiré un air pollué au-delà des normes de l'OMS. Cette situation est intenable, et l'un des principaux défis de la décennie à venir est de sortir d'une dépendance aux énergies fossiles qui nous rend vulnérables, tant sur le plan de la santé et de l'environnement, que sur le plan économique : le pétrole compte à lui seul pour 60% de notre déficit commercial.

Voilà pourquoi nous souhaitons réaffirmer notre soutien plein et entier à la décision d'établir une hausse lisible du prix du carbone sur 5 ans et la suppression de la niche fiscale dont bénéficie le diesel. Cette hausse du prix carbone est en effet indispensable pour orienter le choix des consommateurs et des entreprises vers des achats économes en énergie et peu émetteurs de gaz à effet de serre, et garantir la rentabilité de leurs investissements.

Donner à chacun les moyens d'agir

En revanche, pour que la fiscalité fasse pleinement effet, l'ensemble des ménages doit pouvoir répondre à l'appel au changement. La hausse du prix du baril de pétrole, qui représente à elle seule plus de 70% de la hausse des carburants subie par les Français durant les douze derniers mois, pose comme jamais la question de l'accompagnement pour sortir de notre dépendance au pétrole. Le produit des taxes prélevées au nom de la lutte contre le changement climatique doit être utilisé autrement pour permettre de donner à chacun les moyens de prendre part à la solution climatique, avec une attention prioritaire vis-à-vis des personnes ayant de faibles revenus : lutter contre les passoires énergétiques, faciliter un accès aux véhicules peu polluants et économes, développer les alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, co-voiturage, vélo électrique...) au-delà des centres-villes, etc.

Les recettes des taxes sur les pollutions sont au cœur de la solution. Dès 2019, la taxe carbone pourrait rapporter 2,8 milliards d'euros de plus qu'en 2018. Et en 2022, la taxe carbone rapportera 15 milliards d'euros de plus qu'en 2017, et ce, sans même prendre en compte la suppression, qu'il faut viser, des exemptions actuellement

accordées à des secteurs pourtant ultra-polluants, de l'aérien au transport de marchandises sur route.

Au delà des mesures d'urgences, s'attaquer aux racines de notre dépendance

Nous appelons le gouvernement à apporter des réponses d'urgence. Mais que cela ne serve pas à acheter la paix sociale pour que tout recommence comme avant. Il est temps de s'attaquer aux racines du problème, celles qui nous enferment dans le piège du pétrole.

Pour aider au plus juste, il faut commencer par regarder en face la variété des situations. Entre l'obligation de prendre sa voiture pour aller travailler à 40 km de chez soi et la prendre pour faire 1 500 mètres¹, il y a une différence. C'est pour ceux qui n'ont pas le choix qu'il faut trouver une alternative. Cela suppose une transformation profonde et accélérée de l'offre automobile - du véhicule électrique en passant par les offres de co-voiturage - et la manière dont les zones de vies s'organisent sur les territoires, pour limiter les déplacements et favoriser les alternatives telles que le ferroviaire et le vélo électrique. Quant au poids du chauffage sur le budget comme sur le climat, c'est un nouveau dosage entre obligations à agir et accompagnement financier très fortement renforcé qui permettra à chacun de profiter d'un foyer digne.

Il est temps de coupler les aides comme les investissements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone

Cet épisode de colère montre la nécessité de construire un nouveau contrat politique avec les Français, autour de la fiscalité verte. En marge de la trajectoire de neutralité carbone, construisons une véritable trajectoire des investissements et des mesures d'accompagnement pour la transition écologique. La justice sociale est une de nos meilleures chances de réussir cette transition et sortir du piège de la dépendance au pétrole.

Signataires :

Marie-Andrée Blanc, présidente de l'UNAF
Pascal Canfin, directeur général du WWF-France
Rémi Donaint porte-parole pour ANV-COP21
Gilles Lacan, président de Rassemblement pour la Planète
Philippe Portier, secrétaire national de la CFDT
Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme
Philippe Quirion, président du Réseau Action Climat
Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre
Nadir Saïfi, président Ecologie Sans Frontières
Bernard Thibaud, secrétaire général Secours Catholique
François Veillerette, directeur de Générations Futures
Rebecca Wangler porte-parole pour Alternatiba

¹ Près d'un trajet en voiture sur quatre fait moins de 3 km d'après le SOeS (ENTD 2008).